

Quelles interactions entre innovation publique d'intérêt général et communs de la transition ? interview de Benoît Vallauri

Depuis 5 ans le Ti Lab à Rennes réunit des acteurs des collectivités locales et services autour d'innovation d'intérêt général. Aujourd'hui, les questions de la transition interpellent l'ensemble des politiques publiques, et des liens sont à construire entre cette innovation par les acteurs des services publics et les acteurs de la transition. Interview de Benoît Vallauri en introduction à la conférence atelier « Innovation publique et Transition », qui aura lieu le 17 novembre dans le cadre du Transiscothon à Quimper (29).

Peux-tu te présenter ainsi que le Ti Lab ?

Benoît Vallauri, je suis le responsable du Ti Lab. Avant d'être responsable du Ti Lab, j'ai commis pas mal de choses, dans la fonction publique ou sur d'autres terrains, qui avaient en commun d'être tout à la fois créatives, de chercher des interstices pour faire des choses intéressantes pour l'intérêt général et de s'intéresser à la question des communs.

Le Ti Lab est un laboratoire d'innovation publique qui agit en Bretagne, qui dépend tout à la fois des services de l'État et des services de la région Bretagne et que l'on définit, comme un laboratoire de recherche et développement de politique publique. En gros, on vient nous voir avec un problème et on essaie, par l'intermédiaire de recherches, d'actions créatives

et d'expérimentations à petite échelle, de trouver des solutions. Nous hébergeons également des communautés de personnes qui ont envie de prendre un sujet, de le travailler sur d'échanger sur leurs pratiques ou sur des problématiques retenues en dehors des réseaux habituels.



Porté par la Préfecture de Bretagne et la Région Bretagne, le Ti Lab est un laboratoire territorial (préfecture de région).

- *Conduite de nouveaux projets, de l'exploration à l'évaluation des expérimentation*
- *Accompagnement et accélération de projets existants*
- *Coopération ouverte et multi-partenariale*
- *Animation de communautés*
- *Recherche-action en politiques publiques*
- *Ethnographie/ Design de politique publique / UXDesign / Co-développement*

- *Facilitation directe / Ateliers coopératifs remix et Hackathon*
- *Formations-actions*
- *Conseil en Innovation publique et en Participation citoyenne*

Merci. Qu'est- ce que tu entends par « Innovation publique d'intérêt général » ?

L'innovation publique concerne des éléments qui relèvent des politiques publiques, de ce que la « puissance publique » peut aider à faire ou ne pas faire pour laisser la place aux autres. Et l'innovation publique d'intérêt général, c'est pour moi quand l'innovation publique est au service de l'intérêt général, c'est- à- dire des usagers citoyens pour lesquels elle travaille. On essaie, au sein de la laboratoire d'innovation publique, d'être aussi des porte-parole des citoyens sur des aspects opérationnels ou plus politique, en alliant le côté politique publique et l'intérêt général, qui est particulier aux communs.

Justement, à propos de commun, ce n'est pas très courant que les laboratoires d'innovation publique fonctionnent en privilégiant ces communs. Pourquoi le TI LAB développe ces projets comme des communs ?

Il y a plusieurs raisons.

Déjà parce que ce qu'on essaie de faire a toujours une dimension coopérative. On ne travaille jamais tout seul et on a besoin des autres, de personnes sur le terrain, de citoyens, d'usagers. On a aussi des personnes qui viennent au sein du Ti Lab, parce qu'elles ne trouvent pas d'espaces de coopération

au sein de leurs organisations. Lorsqu'elles sont dans des espaces de coopération, elles travaillent ensemble et cela nous semble normal que ce qui sort de ces travaux en communs soit « versé » aux communs, mises en partage et puisse s'enrichir.

Une deuxième raison relève d'un principe du Ti Lab. On considère que la recherche et développement financées par de l'argent public a vocation à être partagée, donc à être des communs. Pour le dire plus simplement, une action expérimentale développée par le Ti Lab qui ne trouve pas sa place en Bretagne peut être développée à l'autre bout de la France, voire même à l'autre bout du monde, parce que justement, c'est un commun qui peut être reproduit, et alors on en est très contents et on pense qu'on a rendu service.

Enfin, une autre raison, c'est aussi que le fait de pouvoir délivrer des communs permet à d'autres personnes que l'on ne connaît pas de pouvoir les reprendre, les réutiliser, les améliorer, les repartager et de bénéficier comme ça de toute la force que donnent les communs.

Comment s'organise cette pratique des communs ?



Fondé en 2017, le [LabAccès](#) est un programme de recherche-action collaboratif porté par le Ti Lab (le laboratoire d'innovation publique en Bretagne) sur le thème de l'accès

aux droits sociaux dans un contexte de dématérialisation de la relation administrative.

Le LabAccès apporte un éclairage concernant les effets de la dématérialisation aux différents niveaux de la relation e-administrative, et mène des expérimentations visant à agir contre le non recours aux droits et aux services publics.

Pour en savoir plus : <https://www.labacces.fr>

Sur le Labaccès, par exemple, elle s'organise parce qu'on essaye de faire coopérer des acteurs qui ne travaillent pas forcément ensemble. Par exemple sur plusieurs échelles territoriales, des associations et des partenaires publics, des organismes dématérialisant comme la CAF et des maisons France Service ou des médiateurs numériques, voire des acteurs qu'on peut qualifier de militants.

Elle s'organise aussi parce qu'on essaye de faire coopérer ensemble différentes professionnalités, différents métiers, qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, par exemple, des chercheurs en sciences sociales et designers. On recherche des solutions communes, des scénarios communs, et en dehors des silos habituels.

Cette pratique est aussi celle de la documentation de tout ce qui est produit au sein du laboratoire. Ces documentations et/ou ces outils sont délivrés sous des licences ouvertes comme les licences Creative Commons qui permettent la réutilisation. On s'appuie également sur des données ouvertes pour essayer d'avoir des représentations qui soient accessibles.



Utilo, une communauté pour connecter les facilitateur.rices d'intérêt général

Tu t'intéresses à la facilitation, tu cherches à travailler différemment, en intelligence collective, tu as envie de rencontrer d'autres personnes qui sont dans le même cas pour recevoir et partager des outils, des conseils, développer d'autres compétences ?

La communauté est composée d'agent.es public.ques mais aussi de personnes issues du milieu associatif, de l'ESS, d'indépendant.es, tou.tes animé.es par l'innovation d'intérêt général.

Pour Utilo, ça s'organise encore plus, comme des communs, puisque à l'origine, Utilo, ce sont des personnes qui sont venues au Ti Lab pour ne se rencontrer entre personnes pratiquant de la facilitation, de l'animation, de l'expérience de l'intelligence collective, de la coopération. Des personnes qui se sentaient isolées dans leurs pratiques et dans leurs institutions ou dans leur milieu et qui voulaient partager.

Le Ti Lab les abrite. Le Ti Lab leur permet de faire des

choses pour lesquelles elles nous missionnent. Utilo, ce sont les gens qui font Utilo qui gouvernent Utilo eux-mêmes, et qui mandatent le TI LAB pour enrichir Utilo, pour par exemple créer le site Internet d'Utilo. C'est donc eux qui sont à la base de la décision et qui conservent cette gouvernance qui est pour nous un élément clé des communs. Cela existe aussi dans LabAccès, mais plus à titre de co-gouvernance, avec une échelle de décision un peu plus stratégique et un peu plus administrative.

Et pourquoi le Ti Lab s'intéresse aujourd'hui à la transition ?

Déjà, il est évident qu'il faut s'y intéresser, cela nous concerne maintenant, c'est un sujet à la fois contemporains, urgent et important.

La deuxième raison, c'est qu'on s'est rendu compte que depuis sa naissance et par les sujets dont on est saisi, le Ti Lab a une entrée justice sociale importante. Or, on a besoin d'inscrire ces éléments de justice sociale à l'intérieur de la transition environnementale ou des transitions plus sociales en termes de pratiques entre les personnes.

On pense que cela peut permettre de résoudre un certain nombre de problématiques ou d'éviter de prendre de mauvaises solutions parce qu'il y a des limites planétaires qu'il va falloir respecter. Pour que ces limites planétaires soient respectées, il y a des décisions à prendre, mais pour que ces décisions à prendre soient socialement acceptées, il faut qu'elles relèvent d'éléments de justice sociale. On est aussi déjà des pense être des acteurs de la transition par cette dimension très coopérative qu'on applique dans nos projets et en cherchant à diversifier les acteurs jusque ceux avec lesquels, généralement, la puissance publique ne dialogue pas.

Et puis enfin, la troisième raison, c'est que les institutions

avec lesquelles on travaille souhaitent avancer sur ce sujet sans savoir forcément comment faire. Elles ont besoin d'être un peu aiguillonnées pour pouvoir le faire plus fortement au-delà des lieux communs ou du « greenwashing » Pour rentrer dans des choses dures, c'est certainement plus facile à faire dans un laboratoire en avance de phase que directement dans une administration, vu les changements qui sont à opérer, tant en termes de pratique qu'en termes de manière de décision publique. Ensuite, ces changements peuvent être diffusés.

Merci Benoît. Et puis, si les communs et la transition sont au cœur de l'action de Transiscope, peut-être deux mots un sur le sujet de la conférence du 17 novembre, qui sera l'interaction entre Innovation publique et acteurs des transitions.

La première chose, à laquelle je pense que c'est déjà d'avoir des espaces sur lesquels on puisse « s'interconnaître », s'approprier et dialoguer. On a des pratiques en commun, mais parfois, effectivement, ce n'est pas toujours évident lorsqu'on on travaille pour des administrations, de pouvoir le faire aussi un peu librement avec d'autres acteurs. On peut nous dire que c'est trop politique, que ça relève trop de la militance. Or, il y a des choses aujourd'hui qui sont complémentaires, qu'on peut faire ensemble d'ailleurs, et qui nous permettent aussi d'identifier des interstices. C'est dans ces interstices que les actions porteuses de futurs et peut-être les plus intéressantes, vont pouvoir se situer.

Donc, apprendre à travailler ensemble.

Et puis on est déjà un acteur de la transition en accompagnant ou hébergeant des actions comme Utilo, ou lorsque dans Labaccès, on interroge des élus, des acteurs politiques ou sociétaux, sur le techno-solutionnisme qui est aussi présent dans la problématique des transitions.

Enfin, pour l'équipe du TI LAB, la transition concerne les personnes qui y sont embarquées, mais également les gens avec qui on travaille. On a vraiment besoin de jeter des ponts avec tout le monde.

Interview réalisée par Michel Briand